



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES  
Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE  
Tél : 04.42.56.64.86  
Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le 05 OCT. 2018  
A  
**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Mandat à Maître TERRASSE pour un conseil juridique et un dépôt de plainte	N° 21/18	28 septembre 2018

Fait à Istres le 05 OCT. 2018

La Présidente du SYMCRAU,

Celine TRAMONTIN

ACCUSE DE RECEPTION :  
Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

Sous-Préfecture d'Istres

(Tampon-dateur de la Sous-Préfecture)

05 OCT. 2018  
Courrier arrivé



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 21/18**

**Objet de la délibération :** Mandat à Maître TERRASSE pour un conseil juridique et un dépôt de plainte

L'an deux mille dix huit  
et le vingt-huit septembre  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- Membres à voix délibérative :  
Mme Monique ARAVECCHIA, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOGNANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Corine BOUYA, Mme Agnès BRUNET, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Didier KHELFA, M. Patrick LEVEQUE, M. Jean-Pierre MUTERO, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN
- Pour les membres à voix consultative :  
M. Xavier DUFOUR
- Procurations :  
De Monsieur Vincent BONFILLON à Monsieur Jean-Louis PLAZY

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 18 Procuration : 1 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 19
---

**Secrétaire de séance :** Mme Mireille HENRY

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

Au titre de ses statuts et notamment de l'article 3, le SYMCRAU a pour mission de veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de la Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité.

Sur la commune de Saint Martin de Crau, sous couvert de « travaux portant sur l'amélioration de la qualité agronomique des sols », un pétitionnaire privé a procédé au printemps 2018 à des excavations avec extractions de cailloutis, dans un secteur de la nappe extrêmement sensible avec des enjeux en aval d'alimentation en eau potable.

Suite à un contrôle, la DREAL a mis en demeure le maître d'ouvrage de suspendre les travaux pour non-conformité avec la demande initiale correspondant à des travaux agricoles non concernés par la réglementation des carrières et extraction de matériaux et donc sans étude d'impact préalable. Élément qui mérite d'être requalifié au regard de l'ampleur des travaux.

Les points relevés lors du contrôle sont les suivants :

- Décapage des sols et des excavations jusqu'à 3,80 mètres de profondeur,
- Dépôt de déchets divers,
- Existence d'une zone de sauvegarde pour l'Eau Potable
- Manquement à l'Arrêté Préfectoral liste 2 Natura 2000,
- Non confirmé à la déclaration préalable déposée en mairie au titre du code de l'urbanisme

**Considérant** les enjeux forts sur la ressource en eau et l'implantation en partie en zone de sauvegarde,

**Considérant** la multiplication de ce type de dossier sur le territoire de la Crau,

Il est proposé de viser une requalification de ce type de travaux en extraction de matériaux afin qu'une étude d'impact soit obligatoire pour ce type de projet et permette d'identifier la présence ou l'absence d'impact sur la ressource en eau souterraine pour chaque projet.

### Le Comité :

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**DONNE** mandat à Maître TERRASSE, afin d'apporter un conseil juridique sur les voies de recours à mobiliser,

**VALIDE** le principe d'engager un dépôt de plainte si l'action paraît opportune,

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

**AUTORISE** la Présidente à signer les pièces nécessaires,

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.